

---

## **Une Fiscalité Progressive pour une Organisation Sociale des Soins Juste et Inclusive Maintenant !**

*Les organisations de défense des droits des femmes, les chercheuses féministes, les mouvements de base et les militants de la justice fiscale se réunissent pour donner le coup d'envoi des 9e Journées mondiales d'action sur la justice fiscale pour les droits des femmes.*

Par : Maureen Mburu, Coordinateur des campagnes de la fiscalité et de l'égalité de genre principale et africaine de la GATJ

À l'approche de la 9e édition des Journées mondiales d'action sur la justice fiscale pour les droits des femmes (GDOA), qui se déroulera du 7 au 21 mars 2025, le moment est venu de réfléchir à la manière dont la fiscalité joue un rôle clé dans la création d'une société équitable et respectueuse de l'égalité entre les hommes et les femmes. La campagne de cette année, placée sous le signe de **la fiscalité progressive pour une organisation sociale inclusive et juste des soins**, se concentre sur la manière dont une fiscalité plus équitable peut soutenir les soins. En mettant l'accent sur les droits des femmes et l'égalité des genres, les GDOA visent à souligner le besoin urgent de politiques fiscales qui valorisent correctement le travail de soins et contribuent à reconstruire des systèmes de soins qui profitent à tous.

### **L'importance négligée du travail de soins**

Pendant trop longtemps, le travail de soins a été sous-estimé, malgré son impact significatif sur l'économie et la société. Qu'est-ce que le travail de soins ? Le travail de soins, qu'il soit rémunéré ou non, comprend des responsabilités telles que la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées, les soins de santé et les rôles de soutien social principalement assumés par les femmes. Cependant, les mesures économiques traditionnelles ne reflètent souvent pas la valeur réelle de ce travail, ce qui a pour conséquence de l'exclure des mesures économiques nationales.

Dans de nombreux pays, en particulier dans les pays du Sud global, les politiques fiscales régressives et les mesures d'austérité accentuent les inégalités entre les genres en réduisant le financement public des services essentiels, en privatisant les soins et en faisant peser sur les femmes un fardeau de plus en plus lourd en matière de soins. Les femmes, et tous les aidants, sont contraints de payer le prix lorsque les riches et les multinationales ne paient pas leur juste part. Pour créer une société plus juste et plus équitable, les gouvernements doivent reconnaître que le travail de soins, qui est essentiel au bien-être social, doit être considéré comme un bien public et un droit de l'homme.

## **Les arguments en faveur de la fiscalité progressive**

Cette année, les Journées mondiales d'action sur la justice fiscale pour les droits des femmes mettent fortement l'accent sur la nécessité d'une fiscalité progressive.

Qu'est-ce que la fiscalité progressive ? *La fiscalité progressive* signifie des taux d'imposition plus élevés pour ceux qui ont des revenus ou des richesses plus importants, de sorte que ceux qui gagnent ou possèdent plus sont imposés à un taux plus élevé. Cela s'oppose à la fiscalité régressive, où la proportion des ressources disponibles payées par les groupes à faible revenu est plus élevée que celle des riches. C'est ce qui ressort des impôts à la consommation, comme la TVA, qui appliquent un taux forfaitaire.

Nous demandons la fin des systèmes fiscaux régressifs et la création de systèmes fiscaux véritablement progressifs qui taxent les riches et les multinationales de manière que chacun paie sa juste part. Ces contributions financières au système permettront aux gouvernements de redistribuer les richesses et d'investir dans des services qui favorisent une structure de soins équitable et socialement transformatrice. Des impôts progressifs allégeraient la charge financière pesant sur les femmes et les groupes marginalisés, leur permettant d'accéder à des services vitaux qui garantissent leur santé, leur sécurité et leur bien-être général. Au-delà de la génération de revenus, ces impôts pourraient contribuer à modifier la dynamique du pouvoir, en renforçant l'autonomie des femmes et en favorisant une infrastructure sociétale plus équitable.

## **La justice de genre dans les systèmes fiscaux**

Pour la première fois dans l'histoire, tous les pays se réunissent sur un pied d'égalité pour négocier un système fiscal mondial plus inclusif dans le cadre d'une Convention-cadre des Nations unies sur la Coopération fiscale internationale (Convention fiscale des Nations unies). Les négociations de la Convention fiscale des Nations unies offrent aux défenseurs des droits des femmes une occasion historique de faire pression en faveur de réformes transformatrices. Les politiques fiscales actuelles, façonnées en grande partie par les nations riches et les entreprises dans le cadre de l'OCDE, doivent être repensées pour promouvoir l'égalité de genre.

Si nous voulons créer un système financier mondial qui soutienne réellement l'égalité de genre, la Convention fiscale des Nations unies doit répondre aux besoins spécifiques des femmes, en particulier dans les pays du Sud global. C'est pourquoi les demandes des Journées mondiales d'action sur la Justice fiscale pour les Droits des femmes sont claires : les politiques fiscales doivent être progressives, transformatrices de genre et alignées sur les principes de justice sociale. Sans considérations claires sur la transformation du genre, les réformes fiscales ne parviendront pas à remédier aux inégalités structurelles dans l'organisation sociale actuelle des soins et pourraient compromettre les progrès vers la justice de genre.

## Action de campagne : se mobiliser pour le changement

La campagne pour la justice fiscale ne consiste pas seulement à sensibiliser, mais aussi à mobiliser des actions pour créer un avenir plus équitable. Du 7 au 21 mars 2025, les Journées mondiales d'action sur la justice fiscale pour les droits des femmes réuniront des activistes, des mouvements féministes, des organisations de justice fiscale et des syndicats pour exiger une réforme urgente. Nous [exigeons](#):

1. [Fiscalité progressive pour une organisation sociale des soins transformatrice de genre](#)
2. [Incorporation des dispositions relatives à la transformation du genre dans la Convention fiscale des Nations Unies](#)
3. [Hausse des investissements publics dans les systèmes publics des soins](#)
4. [Reconnaissance et valorisation du travail de soins non rémunéré dans les systèmes économiques](#)
5. [Garantie de l'égalité de genre dans les systèmes fiscaux et les services publics](#)

La justice fiscale est fondamentale pour faire progresser les droits des femmes et reconstruire l'organisation sociale des soins. Il est temps de faire en sorte que le travail de soins soit reconnu, valorisé et soutenu, et de réformer les politiques fiscales pour créer une société plus juste et plus inclusive.

**Rejoignez le mouvement. Soutenez la justice fiscale pour les femmes. Reconstruisons le système de soins sociaux pour un monde plus juste et plus durable.**

***#PourUnSystèmeFiscalFéministe #FiscalitéProgressivepourlesSoins***

### Participez !

- Participez aux activités des GDOA ! Le programme et l'inscription aux événements sont disponibles [ici](#).

### Contact :

- Pour recevoir la boîte à outils de la campagne ou partager vos activités de communication, contactez Alexandra Wenzel (coordinatrice des communications des GATJ) : [alexandra@globaltaxjustice.org](mailto:alexandra@globaltaxjustice.org).
- Pour plus d'informations sur la campagne, veuillez envoyer un courriel à [maureen@globaltaxjustice.org](mailto:maureen@globaltaxjustice.org) cc [info@globaltaxjustice.org](mailto:info@globaltaxjustice.org)